



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 23 février au 2 mars 2023

Résumé :

- **Malgré un recul au T4, le PIB confirma sa dynamique post-pandémie et croît de 2,9% en 2022.**

Le PIB brésilien a connu une croissance réelle de 2,9% en 2022 par rapport à 2021, atteignant 9 900 Mds BRL (1 800 Mds EUR). Comme en 2021, la croissance a été tirée principalement côté offre par le secteur des services (+4,2%), et côté demande par la consommation des ménages (+4,3%). Le ralentissement en cours de l'activité est toutefois souligné par le recul au T4 (-0,2%).

- **Les priorités de Lula sont retranscrites dans la répartition par ministère du budget 2023.**

L'évolution des portefeuilles ministériels et des enveloppes budgétaires est en cohérence avec les orientations du nouveau président, notamment sociales (+37% d'augmentation nominale par rapport au budget 2022). Les programmes liés aux développement régional (+99%), aux infrastructures (+56%), à l'environnement (+44%), et aux sujets dits sociétaux (+217%) bénéficient également d'une hausse de leur budget.

- **L'exemption des taxes fédérales sur l'essence est partiellement révoquée.**

Le gouvernement a acté un rétablissement partiel des taxes fédérales sur l'essence (+0,47 BRL par litre) et l'éthanol (+0,02 BRL par litre). Ce niveau de taxation réduit sera en vigueur pour 4 mois avant la fin totale du dispositif. La hausse du prix à la pompe sera aussi en partie compensée par une baisse du prix facturée aux distributeurs, décidée en parallèle par Petrobras.

- **Le marché du crédit est ralenti par la politique monétaire stricte de la BCB.**

Malgré la croissance toujours forte sur les 12 derniers mois grâce à bonne dynamique de 2022, la décélération attendue pour 2023 est déjà observée depuis quelques mois. Ce ralentissement peut s'expliquer par les effets de la stricte politique monétaire, par un endettement déjà record des ménages, et par une augmentation de la perception d'une possible crise de liquidités.

- **Evolution des marchés du 23 février au 2 mars 2023.**
- **Graphique de la semaine : budget par ministère (2023 vs 2022)**

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,34 BRL
(SOIT +0,06 EUR).
PAR LITRE

C'est la hausse estimée du prix de l'essence suite à la reprise partielle des taxes fédérales sur l'essence à compter du 1er mars.

Sans le maintien d'une partie du dispositif et la baisse des prix décidée par Petrobras, cette hausse aurait été deux fois plus importante.

Malgré un recul au T4, le PIB confirme sa dynamique post-pandémie et croît de 2,9% en 2022.

Le PIB brésilien a connu une croissance réelle de 2,9% en 2022 par rapport à 2021, atteignant 9 900 Mds BRL (1 800 Mds EUR). C'est une performance bien meilleure que les prévisions formulées début 2022, qui tablaient sur une croissance de 0,4% sur l'année. Le PIB par habitant a atteint 46 154 BRL (8 400 EUR), soit une augmentation réelle de 2,2%. Les chiffres ont été publiés début mars par l'IBGE.

La croissance a été tirée principalement par le secteur des services (+ 4,2%) et par l'industrie (+1,6%), qui représentent à eux deux environ 90% de la production nationale. Le secteur des services à lui seul contribue à hauteur de 2,4 p.p de la croissance globale de 2022. Toutes les activités de service ont connu une dynamique positive, notamment les « autres services », qui comprennent les « services aux familles » (+11,1%) et les « transports », qui ont bénéficié de l'allègement des mesures sanitaires et ont progressé de 8,4%. **À l'inverse, le secteur agricole a diminué de -1,7% en 2022** en raison d'une baisse de la production et d'une perte de productivité dans l'agriculture, qui a supplanté la contribution positive des activités d'élevage et de pêche. Le soja, première culture au Brésil, a notamment connu une baisse de -11,4% de sa production.

Côté dépense, la consommation des ménages a progressé de +4,3% par rapport à l'année précédente. La consommation des administrations publiques a quant à elle augmenté de +1,5%. La formation brute de capital fixe (investissements), qui est pour la deuxième année consécutive en croissance, a augmenté de +0,9%. Dans le secteur externe, les exportations de biens et services ont augmenté de +5,5%, tandis que les importations ont augmenté de +0,8%.

L'activité ralentit toutefois en fin d'année. Le PIB du quatrième trimestre 2022 a reculé de -0,2%, principalement sous l'effet à retardement de la

politique monétaire restrictive de la Banque centrale. Le secteur extérieur a apporté une contribution positive à l'économie au cours du trimestre, les exportations ayant augmenté de +3,5% et les importations ayant diminué de -1,9%. En revanche, le secteur des services a décéléré, sa croissance étant de +0,2% (contre +0,9% au T3), tandis que le secteur industriel a reculé de -0,3% après une hausse de +0,7% le trimestre précédent. La principale surprise par rapport aux prévisions est celle de la mauvaise performance du secteur agricole, qui n'a progressé que de +0,3 % quand les observateurs s'attendaient à une croissance de +3,2 %.

Les priorités de Lula sont retranscrites dans la répartition par ministère du budget 2023.

La nouvelle répartition du budget 2023 en tenant compte des 37 ministères du gouvernement Lula a été publiée par décret le 16 février (cf. graphique de la semaine). La répartition inscrite dans la loi de finances pour l'année 2023 (LOA 2023) se basait pour l'instant sur le schéma du gouvernement sortant, qui comptait 23 ministères. Pour rappel, le Président Lula avait promulgué le 17 janvier la LOA 2023, qui tenait compte des 145 Mds BRL (~26 Mds EUR) supplémentaires de la PEC de la transition, trois semaines après son vote par les parlementaires. Du fait du changement de la structure du gouvernement, les précisions sur le budget attribué à chaque ministère étaient encore attendues.

L'évolution des portefeuilles ministériels et des enveloppes budgétaires est en cohérence avec les orientations du nouveau président, notamment sur le social. Le budget du ministère du Développement et de l'Assistance sociale, de la Famille et de la Lutte contre la faim - qui a succédé au ministère de la Citoyenneté - a progressé de 36,9% par rapport à 2022. Cela s'explique principalement par la **hausse des minimas sociaux de 400 à 600 BRL (110 EUR), touchés par près de 20 M de foyers** (programme *Bolsa Família*, qui se dénommait *Auxílio Brasil* sous le Gouvernement Bolsonaro). Cette revalorisation a mobilisé 74,5 Mds

BRL supplémentaires (13,5 Mds EUR), soit la moitié de l'espace budgétaire dégagé par la PEC de la transition. Les ministères de la Santé (+10,8%) et de l'Éducation (+10,6%) bénéficient également d'une progression en termes nominaux, à relativiser toutefois au vu de l'inflation en 2022 (+5,8%).

Autre sujets prioritaires pour le nouvel exécutif, le ministère du Développement régional a bénéficié d'une hausse significative de 99% de son budget (31,8 Mds BRL). Les portefeuilles liés aux infrastructures et transports ont largement progressé (24 Mds BRL, +56%). Les ressources octroyées au programme de mobilité urbaine sont ainsi, par exemple, passées de 2,9 Mds BRL à 6,6 Mds BRL (+127%), tandis que le programme des transports terrestres a reçu 16,5 Mds BRL (+79%).

Le ministère de l'Environnement et du Changement climatique est également l'un des grands gagnants du budget 2023. Avec un budget de 3,75 Mds BRL (0,68 Md EUR), la progression est de +22,6% par rapport au projet de budget 2023 (PLOA) envoyé au Congrès par le précédent gouvernement, fin août 2022. Le budget atteint, en termes nominaux, un niveau comparable à celui de 2017 (3,3 Mds BRL), après avoir baissé de -26,6% à 2,4 Mds BRL en 2020. Dans le détail, les 589 M BRL (107 M EUR) supplémentaires attribués au MMA par le gouvernement Lula (négociés avec la PEC de transition) ont été alloués principalement au sein du ministère même : +288 M BRL (+154% des ressources du ministère central) attribués intégralement au poste de « gestion de l'environnement ». A l'intérieur de ce poste, la « préservation et conservation de l'environnement » a reçu 240,4 M BRL, ce qui équivaut une hausse de 60 000% de son budget, le « contrôle environnemental » a reçu 37 M BRL (+900%) et la « restauration des zones dégradées » 5 M BRL (+25 000%). **L'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA) a reçu 179 M BRL supplémentaires (+11%),** partagés presque intégralement entre la rubrique « normalisation et surveillance » (+130 M BRL ce qui équivaut à une hausse de 56% du budget) et « contrôle

environnemental » (respectivement +47 M BRL et +67%). **L'institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité (ICMBio) a vu son budget augmenter de 122,7 M BRL (+17,4%),** avec la hausse attribuée à la « normalisation et surveillance » (+44,1 M BRL ou +63% du budget) et à la « préservation et conservation de l'environnement » (+80 M BRL ou 53%). L'analyse par programme d'action est également illustrative : la **dépense totale budgétée pour 2023 en prévention des incendies et de la déforestation augmente significativement (+65%) et s'établit désormais à 558 M BRL.**

Les sujets dits sociétaux ont également bénéficié d'une nette progression des ressources. L'ancien ministère des Femmes, de la Famille et des Droits humains (budget de 446 M BRL en 2022, soit 80 M EUR) a été remplacé par plusieurs ministères davantage spécialisés qui affichent ensemble une hausse de leur budget de 217% : Droits humains (641 M BRL), Peuples indigènes (570 M BRL), Égalité raciale (122 M BRL) et Femmes (92 M BRL). **La Fondation national des indigènes (FUNAI), a vu ses dotations augmenter de 50,6 M BRL (+8,5%)** par le nouveau gouvernement Lula par rapport au projet de loi budgétaire du précédent gouvernement. Les postes dont les évolutions sont les plus importantes sont « normalisation et surveillance » (+78%) et « assistance aux peuples indigènes » (+39%). Enfin, pour le ministère de la Culture, qui était auparavant intégré au ministère du Tourisme, la progression est également forte (+233%).

A l'inverse, les budgets alloués aux ministères de l'Agriculture (-5,9%) et des Communications (-23,1%) sont en réduction¹. Ces coupes, déjà présentes dans la proposition de budget de l'ancien gouvernement, ont été maintenues fin décembre lors de la négociation entre les parlementaires et l'équipe de transition du président Lula.

¹ Le budget du Ministère des Mines et énergie apparaît aussi en baisse (-20,7%) en raison de l'augmentation de la part des ressources allouées à ce ministère sans définition exacte de la destination des fonds (*Reserva de Contingência*). Ces réserves ne sont pas comptabilisées ici pour des soucis de comparaison avec

2022. Si celles-ci sont souvent minimes pour les autres portefeuilles, elles représentent 4,4 Mds BRL pour le Ministère Mines et énergie, rendant donc difficile toute comparaison.

L'exemption des taxes fédérales sur l'essence est partiellement révoquée.

Le gouvernement a acté le retour partiel des taxes fédérales (PIS/Pasep, Cofins et Cide) sur l'essence et l'éthanol, par Mesure provisoire (MP) du 28 février dernier. Le ministre des Finances, Fernando Haddad, a annoncé que le retour des taxes représenterait une hausse de 0,47 BRL par litre d'essence et 0,02 BRL pour l'éthanol. Ces niveaux de taxation, rentrés en application le 1^{er} mars, sont valables pour quatre mois. Sans vote des parlementaires ou nouvelle MP, la taxation intégrale à 0,69 BRL pour l'essence et 0,24 BRL pour l'éthanol reprendra au 1^{er} juillet. **L'exonération des taxes sur le diesel reste en vigueur jusqu'à la fin de l'année, le gouvernement ayant voulu éviter une confrontation avec les camionneurs. Il en est de même pour le biodiesel et le gaz de cuisine.**

La hausse du prix à la pompe sera en partie compensée par une baisse en parallèle du prix de gros aux distributeurs accordée par Petrobras. Ainsi, selon les calculs du gouvernement, le prix de l'essence devrait en pratique augmenter de « seulement » +0,34 BRL (+0,06 EUR). Il s'agit d'une décision conjointe entre le nouveau président de l'entreprise, Jean Paul Prates - nommé par le président Lula en janvier dernier - et l'équipe économique du gouvernement. L'entreprise publique brésilienne, qui vient d'annoncer un bénéfice 2022 historique (188 Mds BRL soit 34,2 Mds EUR), va donc indirectement financer une partie des mesures gouvernementales pour contrer l'impact de la fin de l'exonération des taxes sur l'inflation. **L'impact sur le taux d'inflation IPCA est estimé par les grandes banques brésiliennes à environ 0,3 point de pourcentage.** Les estimations d'inflation pour 2023 devront passer autour de 6,3%, contre 6% la semaine dernière.

Les évolutions des prix annoncées représentent à peu près la moitié de ce qu'elles auraient été en cas de suppression totale du dispositif d'exonération et sans réduction de prix décidée par Petrobras. En effet, le prix au litre en sortie de raffinerie va passer de 3,31 BRL à 3,18 BRL pour l'essence (-3,9%) à partir du 1^{er} mars. La compagnie a également décidé d'une baisse de 1,9% du prix du diesel. Le gouvernement attendait cette redéfinition des prix pour prendre sa décision. Par ailleurs, le report de la décision sur ces taxes depuis le début de

l'année a été justifié par l'attente d'une nouvelle politique de prix de Petrobras.

Le rétablissement partiel des taxes fédérales est un compromis trouvé par le gouvernement entre une restauration totale, qui aurait pu relancer les pressions inflationnistes à court terme, et le besoin de retrouver des marges budgétaires. Fernando Haddad a d'ailleurs souligné que le maintien de ce dispositif fiscal avait été cité par le Comité de politique monétaire de la Banque centrale dans sa décision de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé, car il s'agit d'un des facteurs générant de l'incertitude sur les finances publiques. **Avec cette décision, le Ministre a dit espérer que la Banque centrale procéderait à une baisse du taux d'intérêts.** En outre, la Parti des Travailleurs a mis une importante pression sur l'exécutif afin de maintenir les exemptions en raison de leur coût pour le pouvoir d'achat des ménages brésiliens.

Le gouvernement table sur une hausse des recettes de 28,9 Mds BRL suites aux annonces de la fin partielle des exonérations. Il s'agit du même montant prévu auparavant par le gouvernement avec la fin totale des exonérations. Pour compenser l'écart, le gouvernement a annoncé l'augmentation des taxes sur les exportations de pétrole brut (à 9,2%) pendant 4 mois, ce qui devrait rapporter 6,7 Mds BRL supplémentaires aux comptes publics.

Avec l'ensemble des annonces, les actions de Petrobras ont perdu 6,5% entre le 28 février et le 2 mars. L'entreprise suit le mouvement général des autres entreprises pétrolières présentes sur le marché brésilien, également affectées par les nouvelles mesures gouvernementales.

Pour rappel, le nouvel exécutif avait décidé le 2 janvier la prorogation jusqu'à fin février de l'exonération de taxes fédérales sur les carburants. Cette mesure, prise par le Président Bolsonaro en mars 2022, avait permis une baisse du prix, avant une baisse encore plus forte en juillet après le plafonnement de la taxe indirecte ICMS prélevée par les Etats fédérés.

Le marché du crédit est ralenti par la politique monétaire stricte de la BCB.

Le marché du crédit est en ralentissement dans les premiers mois de 2023, malgré une croissance du crédit du système financier national (SFN) forte sur les 12 derniers mois (+13,6% en termes nominaux, +7,4% en termes réels) grâce à la bonne dynamique de l'économie en 2022 (+14% en nominal). En glissement mensuel, l'encours de crédit a ainsi reculé de 0,3% en janvier, atteignant 5 300 Mds BRL (soit 965 Mds EUR). L'octroi de nouveaux crédits confirme cette tendance : en glissement trimestriel, la valeur des nouveaux prêts contractés a chuté de 2,7%, à la fois pour les ménages et les entreprises. C'est ce que montrent les statistiques monétaires et de crédit de la Banque Centrale du Brésil (BCB).

Ce ralentissement observé depuis fin 2022 s'explique notamment par les effets de la politique monétaire restrictive. La BCB a maintenu son taux directeur à 13,75% depuis août dernier, ce qui renchérit le coût du crédit et limite l'expansion du marché. Les taux directeurs réels brésiliens se situent actuellement autour de 8%, soit les plus élevés au monde. A ce niveau, le marché du crédit devrait continuer à ralentir en 2023.

Le taux d'intérêt moyen des prêts contractés en janvier a atteint 31,2%, soit une progression de +5,6 points de pourcentage (p.p.) sur un an. Le spread bancaire des crédits (différence entre le taux moyen des prêts et le coût moyen des ressources bancaires) a atteint 20,5 p.p. (+3,9 p.p. sur un an). Parmi les crédits « d'allocation libre » (financés au coût de marché qui représentent 60% du marché), la différence est notable entre les crédits octroyés aux personnes morales, au taux moyen de 25,3% (+2,2 p.p. sur un mois, +4 p.p. sur un an), et ceux octroyés aux personnes physiques, au taux moyen de 56,6% (+0,8 p.p. sur un mois, +10,3 p.p. sur un an).

Le ralentissement du marché s'explique également par des niveaux déjà record d'endettement des ménages brésiliens. Le taux d'endettement atteint 49,5%, tandis que 27,7% des revenus des ménages est alloué au remboursement des crédits (en hausse de +1,7 p.p. sur un an et 5,5 p.p. sur deux ans).

En conséquence, le taux de prêts non performants est en progression. Le ratio des arriérés de paiement supérieurs à 90 jours sur le total des prêts est ainsi passé de 2,5% à 3,2% entre janvier 2022 et janvier 2023. Cette progression est tirée notamment par les crédits aux particuliers (taux de 4% de prêts non performants, soit +0,8 p.p. sur un an). En plus de l'augmentation du coût du crédit, les pressions inflationnistes restent fortes, rognant le pouvoir d'achat des ménages et favorisant le surendettement. Le gouvernement doit présenter la semaine prochaine les contours du programme « Desenrola », qui vise à réduire le nombre de ménages surendettés via des renégociations de crédits. Le taux de prêts non performants des entreprises progresse également (+0,5 p.p. sur un an), atteignant 1,9%.

Outre l'effet récessif sur l'activité, le ralentissement du marché du crédit pourrait avoir des conséquences systémiques. Celles-ci pourraient résulter d'une paralysie de l'octroi de prêts, notamment en raison de la possible faillite de Lojas Americanas, géant brésilien du commerce de détail (des dettes à hauteur de 70 Mds BRL [-12,5 Mds EUR] avaient été dissimulées dans son bilan). Le compte-rendu de la réunion du Comité de stabilité financière (Comef) de la BCB, qui sera diffusé la semaine prochaine, est ainsi très attendu. Si la BCB juge que la stabilité financière est affectée, elle pourrait prendre des mesures d'ordre prudentiel. Le gouvernement a dit réfléchir à des mesures en cas de risque d'apparition d'une crise de liquidité, évoquant une éventuelle mise en place de lignes de crédit, que ce soit pour les banques ou pour les PME (dans le cadre du programme Pronampe). La Fédération des banques (Febraban), quant à elle, reste optimiste pour 2023. Ses projections, loin d'être alarmantes, indiquent une croissance de l'encours qui resterait largement positive (+8,3% en termes nominal).

Evolution des marchés du 23 février au 2 mars 2023.

Indicateurs*	Variation sur la quinzaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-4,5%	-5,1%	104 174
Risque-pays (EMBI+ Br)	-4pt	-10pt	246
Taux de change R\$/USD	-1,0%	-1,5%	5,20
Taux de change R\$/€	-1,3%	-1,8%	5,53

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphique de la semaine : budget par ministère (2023 vs 2022) (en M BRL)

Ancienne configuration ministérielle (présidence Bolsonaro)				Nouvelle configuration ministérielle (présidence Lula)		
Ministère	Budget 2022	Budget 2023 ¹	% Variation ² 2023/2022	Ministère	Budget 2023 ³	%age du PIB
Travail et retraites	919 109	979 497	6,6%	Retraites	883 169	8,8%
				Travail	96 327	1,0%
Citoyenneté	201 908	276 424	36,9%	Assistance sociale et lutte contre la faim	275 863	2,8%
				Sports	561	0,0%
Santé	165 818	183 717	10,8%	Santé	183 717	1,8%
Education	141 006	155 910	10,6%	Education	155 910	1,6%
Défense	120 519	121 406	0,7%	Défense	121 406	1,2%
Économie	33 257	54 635	64,3%	Développement, industrie et commerce	22 880	0,2%
				Finances	21 578	0,2%
				Fonction publique et modernisation de l'État	7 102	0,1%
				Planification et budget	3 076	0,0%
Développement régional	15 971	31 777	99,0%	Villes	20 381	0,2%
				Développement régional	11 396	0,1%
Infrastructures	15 411	24 049	56,1%	Transports	22 880	0,2%
				Ports et aéroports	1 169	0,0%
Justice et sécurité	18 273	18 813	3,0%	Justice et sécurité	18 813	0,2%
Agriculture	14 964	14 086	-5,9%	Agriculture	9 752	0,1%
				Développement agricole et agriculture familiale	4 059	0,0%
				Pêche	275	0,0%
Science, technologie et innovation	8 143	8 974	10,2%	Science, technologie et innovation	8 974	0,1%
Tourisme (dont culture)	2 060	6 868	233,3%	Culture	6 042	0,1%
				Tourisme	827	0,0%
Affaires étrangères	4 447	4 787	7,6%	Affaires étrangères	4 787	0,0%
Mines et énergie	5 955	4 720	-20,7%	Mines et énergie	4 720	0,0%
Environnement	2 606	3 754	44,1%	Environnement	3 754	0,0%
Communications	2 581	1 984	-23,1%	Communications	1 984	0,0%
Femmes, famille et droits humains	446	1 416	217,5%	Droits humains	641	0,0%
				Peuples indigènes	570	0,0%
				Égalité raciale	122	0,0%
				Femmes	92	0,0%

1 : Calculé en additionnant les budgets des actuels portefeuilles ministériels, qui étaient regroupés au sein de « super-ministères » sous l'administration Bolsonaro.

2 : Chiffres en termes nominaux. Inflation 2022 (5,8%) à prendre en compte pour apprécier ces évolutions.

3 : Budget à fin février 2023, après approbation présidentielle.

Source : élaboration par le SER Brasilia à partir des chiffres du gouvernement (<https://www1.sio.p.lanejamento.gov.br>).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international